

CONJONCTURE ECONOMIQUE SEPTEMBRE 2021

La conjoncture économique en Tunisie connaît, au troisième trimestre 2021, quelques signes d'amélioration avec, toutefois, la persistance voire l'accentuation de certaines tensions, notamment au niveau du marché de l'emploi, de l'inflation et du budget de l'Etat.

La conjoncture internationale a commencé à se rétablir des répercussions économiques néfastes de la crise pandémique « Covid-19 ». Au niveau national, des prémices de reprise ont été confirmées pour certains secteurs d'activité alors que la situation en était controversée pour d'autres. Les exportations du secteur des industries manufacturières enregistrent un début de redressement en relation avec la reprise de la demande des pays partenaires européens. Toutefois, l'activité du tourisme demeure très atone, générant des recettes en devises bien en retrait du niveau de 2019, en relation avec les restrictions de voyage vers la destination tunisienne et les retards accusés dans les campagnes de vaccination.

L'investissement, principal moteur de la croissance, continue à être affecté par l'attentisme, résultat des incertitudes quant à l'issue de la période transitoire et des mesures exceptionnelles prises sur le plan politique.

Les perspectives pour les prochains mois risquent d'être plus difficiles avec l'apparition de la 5^e vague du corona virus qui frappe actuellement plusieurs pays, essentiellement en Europe, et qui risque de s'étendre à d'autres pays dont la Tunisie.

Les développements qui suivent analyseront ces aspects au niveau des différents agrégats.

3. La production : Reprise dans certains secteurs et évolutions mitigées dans d'autres

Le produit intérieur brut (PIB) réel a affiché une croissance de 0,3% en glissement annuel au troisième trimestre 2021.

Par rapport au deuxième trimestre 2021, l'économie a progressé de 0,7%. Cette hausse reflète ainsi le redressement progressif de l'activité économique dans un contexte marqué par des défis croissants.

Cependant, la production réelle au troisième trimestre 2021 a été inférieure à celle du premier trimestre 2020, qui correspond au début de la pandémie du covid.

Par secteur d'activité, les statistiques de l'INS font ressortir une régression pour les secteurs suivants :

- Agriculture et pêche : la valeur ajoutée a régressé de 2,6%,
- Textile, habillement, cuir et chaussure : la valeur ajoutée a baissé de 2,5%,
- Industries des matériaux de construction, de la céramique : baisse de 4,5%,
- Industries agroalimentaires : baisse de 2,2%.

En revanche, la valeur ajoutée a augmenté pour :

- Le secteur des industries chimiques : hausse de 14%,

- Le secteur des industries mécaniques et électriques : hausse de 1,1%,
- Le secteur des mines : une croissance de 28,9%, due au rétablissement progressif du secteur du phosphate
- Le secteur d'extraction du pétrole et du gaz naturel : une augmentation de 29,9% en relation avec la reprise significative de la production des hydrocarbures due à la contribution des champs « Nawara » et « Halk Menzel.

Pour ce qui est des services :

- Secteur de l'hôtellerie, de la restauration et des cafés : la production a diminué de 13,1%,
- Secteur des services de transport : baisse de 3,3%,
- Services de télécommunication : hausse de 5,7%,
- Services financiers : hausse de 5,4%.

Ces résultats confirment nos dernières estimations, en aout, de la croissance du PIB, pour l'ensemble de l'année 2021, à savoir une croissance aux alentours de 2 %.

Selon les estimations du Fonds Monétaire International, dans son rapport sur les perspectives de l'économie mondiale, rendu public mardi 12 octobre 2021, la croissance en Tunisie devrait s'établir à 3% en 2021 et 3,3% en 2022. Etant rappelé que le Groupe de la BAD avait actualisé, en juin, la croissance pour la Tunisie en 2021 à 2 % sous certaines conditions (cf. bulletin de conjoncture T2 du FIKD).

4. Les tensions sur le marché de l'emploi s'accroissent suite à l'augmentation du taux de chômage

Au troisième trimestre le taux de chômage a atteint 18,4% contre 17,8 % durant le premier trimestre de la même année, et 17,4% au 4^e trimestre 2020.

La situation du chômage est différenciée selon :

- Le sexe : avec un taux de chômage de 15,9% pour les hommes et de 24,1% pour les femmes, ce qui correspond à une augmentation de 0,5 point de pourcentage par rapport au trimestre précédent
- L'âge : le taux de chômage des jeunes, âgés de 15 à 24 ans, a augmenté au cours du troisième trimestre 2021, pour atteindre 42,8% contre 41,7% au cours du deuxième trimestre. Ce taux est estimé à 42,8% chez les hommes et à 41,7% chez les femmes.
- Les régions : les taux de chômage les plus élevés sont enregistrés dans les régions de l'Ouest et du Sud tunisiens : Nord-ouest (33,0%), Sud-ouest (26,3%), Centre-ouest (23,0%) et Sud-est (22,5%), par rapport au taux national (18,4%).

Le taux d'activité a baissé pour atteindre 46,5% au troisième trimestre 2021 ; soit 0,5 point de moins qu'au deuxième trimestre de 2021. Le taux d'activité est estimé à 65,8% chez les hommes et à 28,2% chez les femmes.

5. L'investissement, continue à se situer suivant un faible palier.

La reprise de l'investissement, escomptée dans le cadre du Budget Economique (+ 5% aux prix constants), ne parait pas se confirmer à la lumière des indicateurs à ce stade disponibles.

Certes, les importations de biens d'équipement augmentent de 17.8 % aux prix courants (13.7 en dinars constants), mais, elles restent en valeur inférieures de 12.5 % par rapport aux neuf premiers mois de 2019, et les autres indicateurs diminuent ou augmentent très faiblement aux prix courants.

Les intentions d'investissement, dans l'industrie et les services, qui donnent une indication significative sur la dynamique d'investissement, baissent de 11.8 %.

La baisse se localise au niveau de l'industrie -15.6 %. Etant signalé que 53 % des investissements déclarés pour ce secteur sont dans le cadre d'extension et de renouvellement de matériel.

Intentions en MD	Neuf mois 2020	Neuf mois 2021	variations
Industrie	2163.7	1825.5	-15.6 %
Services	717.9	712.4	-0.6 %
Total	2877.6	2538.9	-11.8 %

Les Investissements Directs Etrangers, un autre indicateur important de la perception du climat d'investissement, enregistrent, de leur côté, une baisse de 2 %. Le flux des investissements internationaux se ramenant à 1383 MD, durant les neuf premiers mois de l'année 2021, contre 1411 MD, au cours de la même période de l'année 2020.

Par secteur, les IDE ont augmenté de 201.8 % pour les services, mais ont enregistré une baisse de 3 % pour les industries manufacturières et de 20.2% pour l'énergie. A noter que les IDE se sont inscrits en baisse de 28.5% par rapport à 2019 et de 21.3 % par rapport à 2018.

Les dépenses d'investissement de l'Etat enregistrent certes une augmentation de 2.5 % durant les huit premiers mois de 2021, par rapport à la même période de 2020, mais le montant réalisé, 2139.7 MD ne représente que 42.2 % des investissements de l'Etat prévus par la Loi des Finances.

Compte tenu de la situation budgétaire, Il est urgent de dynamiser l'investissement privé et d'activer la réalisation de nombreux grands projets d'infrastructure, déjà identifiés et étudiés dans le cadre du partenariat public-privé en l'occurrence, notamment le port en eaux profondes, les zones logistiques et les parcs technologiques.

6. L'inflation, après le repli en glissement annuel, amorce une tendance à la hausse et demeure nettement plus élevée que celle des partenaires.

En septembre 2021, le taux d'inflation se situe à 6.2 % contre 5.7% en juin 2021.

Cette évolution s'explique, principalement, par l'accélération du rythme d'augmentation des prix de l'enseignement (6.1 % contre 5.9 %) et des loisirs (5.0 % contre 4.1 %). L'augmentation des prix des produits alimentaires se décélère légèrement (7.2 % contre 7.4 %) mais demeure élevée. L'augmentation des prix de l'alimentation s'explique par celle des prix des volailles de 24.1 %, de l'huile d'olive de 21.9%, des légumes frais de 18.1 % et des œufs de 11.9%.

Pour les produits manufacturiers, l'augmentation des prix est de 7.2 % s'expliquant, notamment, par l'augmentation des prix des matériaux de construction de 12.6% et des prix des produits d'habillement de 7.8 %.

Les prix des produits libres augmentent de 6.0 % et ceux des produits encadrés augmentent de 6.7%. Pour les produits agricoles libres, les prix augmentent de 7.8 %, contre 4.4 % pour les produits encadrés.

L'inflation en Tunisie est plus élevée que dans des pays partenaires et concurrents.

Au Maroc, après une relative accélération à 1,6%, en moyenne, au deuxième trimestre de 2021 et à 2,2% en juillet, l'inflation est revenue à 0,8% en août, en lien avec la baisse des prix des produits alimentaires. Dans un contexte marqué par le renchérissement des produits énergétiques, le redressement de la demande intérieure et l'accentuation de l'inflation importée, l'inflation devrait ressortir à 1,2% sur l'ensemble de cette année et s'établir à 1,6% en 2022.

Dans la Zone Euro, le taux d'inflation s'est inscrit en hausse, passant à 3,4% contre 3% le mois précédent, suite à la flambée des prix de l'énergie.

7. Les échanges commerciaux amorcent, après une année de contraction, une relance encourageante

La tendance des échanges commerciaux enregistre une inflexion notable sous l'effet, principalement, de la reprise de la demande extérieure.

Les exportations de biens progressent de 22.0% durant les neuf premiers mois, contre une baisse de 16.6% durant la même période de l'année précédente et les importations augmentent de 21.0 % contre une baisse 21.3 % durant la même période de l'année écoulée.

Il en ressort une augmentation du déficit de la balance commerciale accompagnée, toutefois, par une légère amélioration du taux de couverture des importations par les exportations comme le montre le tableau suivant :

Neuf mois en MDT Acc21/20	2019	2020	2021	Acc20/19
Exportations	33 008.4	27 537.0	33 607.5	-16.6 % 22.0 %
Importations	47 885.1	37 673.4	45 581.8	-21.3 % 21.0 %
Déficit commercial	-10 487.8	-10 136.5	-11 974.3	
Taux de couverture	68.9 %	73.1 %	73.7 %	

L'augmentation des exportations s'appuie sur le bon comportement des secteurs de l'énergie (+ 35.6%), des phosphates et dérivés (+57.7 %), après les baisses enregistrées en 2020, ainsi que sur la reprise des exportations du textile, habillement et cuir (+15.2 %) et des produits mécaniques et électriques (+29.4 %), après les fortes baisses enregistrées en 2020 en raison du confinement total décrété dans le pays. En revanche l'exportation des produits de l'agro-alimentaire baisse en relation avec la baisse de la production d'huile d'olive.

Accroissement (en %)	neuf mois 2020	neuf mois 2021
Industrie agro-alimentaire	14.2	-11.2
Textile habillement et cuir	-18.1	15.2
Industrie mécanique et électrique	-20.5	29.4
Phosphate et dérivés	-16.5	57.7
Energie	-28.4	35.6

Concernant les importations de biens, leur progression nominale a pour assise essentiellement les produits intermédiaires (+32.2% contre -19.9 % en 2020) et les biens de consommation destinés à être transformés pour être réexportés (+21.8% contre -18.2 % en 2020), accompagnant la reprise de la croissance. Il est à signaler que les importations, aussi bien pour le régime général que pour le régime offshore, enregistrent une progression reflétant une reprise à la fois de la demande intérieure et extérieure par rapport à la période correspondante de 2020

Accroissement 2021/2020	9 mois 2020	9 mois 2021
Importation régime général	-8.4 %	15.9 %
Importation régime offshore	-22.0 %	24.5 %

8. La situation de la balance des paiements : Repli du déficit courant et difficulté de mobilisation des capitaux extérieurs

Les statistiques, publiées par la BCT, font ressortir une légère contraction du déficit courant, au cours des neuf premiers mois de 2021, aux environs de 4.2 % du PIB, contre 5.3 % pour la même période de l'année précédente, passant de 5259.1 MD en 2020 à 5145.0 en 2021.

Cette amélioration, malgré l'élargissement du déficit commercial, s'explique en grande partie par la consolidation des revenus du travail.

En MD	9 mois 2020	9 mois 2021	variation
Revenu du travail	4 834.3	7 014.7	+2 180.2
Recettes touristiques	1 683.1	1 791.7	+108.6

Par ailleurs, la baisse de la mobilisation des capitaux extérieurs, sous forme de prêts et d'investissements étrangers, et les remboursements importants exigibles en 2021, ont conduit à la conclusion, le 18 février, d'un accord de financement en devises, avec un groupe de banques locales pour un montant de 259.5 Millions de dollars et 150 Millions d'Euros.

La Tunisie a également remboursé deux tranches d'un crédit extérieur, contracté il y a quelques années sur le marché monétaire international avec caution américaine, pour 1 Milliard de dollars et un taux de 2,45% d'intérêt. Le pays a pu honorer son engagement sans aucun retard. Ce remboursement s'est répercuté sur l'équilibre de la balance des paiements : le niveau des avoirs nets en devises s'est inscrit en baisse pour se situer à 20.962 MDT, soit l'équivalent de 127 jours d'importation, au terme des neuf premiers mois de 2021, contre 23.099 MDT et 162 jours, respectivement, à la fin de l'année 2020.

9. Le budget de l'Etat continue, malgré le desserrement des mesures de confinement, à être soumis à de fortes pressions

La loi des finances 2021 prévoit un redressement qui devait permettre de ramener le déficit budgétaire, en proportion du PIB, de 10.4% en 2020 à 6.6% en 2021 et de contenir le recours aux emprunts dans les limites de 18.5 Milliards de dinars.

Les statistiques, publiées par le Ministère des Finances, sur l'exécution du budget de l'Etat durant les 8 premiers mois, font ressortir une évolution favorable des recettes de l'Etat (+ 9.8%), notamment, des recettes fiscales (15.9%) et une baisse des dépenses (-2.1%) entraînant une baisse du déficit budgétaire de l'ordre de 1885 MD par rapport à la même période de 2020.

En MD	8 mois 2020	8 mois 2021	variations	Rappel loi des finances	
Ressources de l'Etat	18 630.0	20 556.3	10.4 %	33 109.8	9.8 %
-dont : recettes fiscales	16 667.3	19 313.1	15.9 %	29 825.0	9.9%
Dépenses de l'Etat	23 021.1	23 507.6	-2.1 %	40 203.0	-1.7%
-dont :					
Dépenses d'intervention	4 963.4	4 557.5	- 8.2 %	9 420.0	-16.1%
Dépenses d'investissement	2 086.6	2 139.7	2.5 %	4 033.0	-3.7%
Soldes budgétaires					
(Hors privatisation)	-4 920.7	-3 035.7	-1 885.0	-7944.0	6.6% du PIB

L'augmentation des recettes fiscales se localise, notamment, au niveau de la TVA (+1363.3 MD ou 32.6 %) et des droits de douane (+ 153.5MD ou 20.8%) en relation avec la progression de la croissance en glissement annuel du PIB et de l'importation des biens sous le régime on shore (+115.9 %).

Pour ce qui est des dépenses de l'Etat, l'on note une baisse importante des dépenses d'intervention, localisée, notamment, au niveau des carburants qui ont connu des ajustements des prix intérieurs à deux reprises depuis le début de l'année.

Toutefois, compte tenu du renchérissement des produits énergétiques, le cours du baril de Brent s'étant inscrit en hausse de 7,5 %, en octobre 2021, pour s'échanger à 84,4 Dollars, il est attendu une augmentation des dépenses pour l'ensemble de l'année. Elle concernera notamment les dépenses d'intervention. De la sorte et malgré l'évolution plus, favorable que prévue, des ressources de l'Etat, l'exécution du budget de l'Etat dégagera un gap additionnel de 2700 MD représentant environ 2.7% du PIB (LFC 2021)

Pour ce qui est du financement du déficit budgétaire, les réalisations des neuf premiers mois ont été marquées par l'importance des emprunts intérieurs qui augmentent de 1018.3 MD d'une période à une autres, alors que les emprunts extérieurs augmentent de 155.7 MD pour se limiter à 4 249.3 MD, soit 32.6 % du montant des 13 Milliards de Dinars, prévu dans la Loi des Finance, reflétant les difficultés de mobilisation des crédits extérieurs en raison du blocage des négociations avec le FMI et de la dégradation de la note souveraine de Tunisie par les agences de rating.

Il est à noter que, dans le cadre de la diversification de ses sources de financement pour couvrir les dépenses budgétaires, l'Etat a contracté un prêt syndiqué en devises auprès de certaines banques de la place (150 MUSD et 259,5 MEUR) outre le recours du Trésor à l'emprunt national, sous forme de deux opérations, la première, en juillet, avec un montant recueilli de 716 MDT et la deuxième, au mois d'août, avec une somme collectée de 468 MDT. La souscription, au titre de la troisième tranche de l'emprunt obligataire national, clôturée le 19 novembre 2021, a permis de mobiliser 622 MD.

Le financement du budget de l'Etat pour toute l'année exige, outre la mobilisation des crédits extérieurs prévus par la Loi des Finance 2021, difficile à concrétiser, une augmentation du recours aux emprunts intérieurs pour couvrir le gap additionnel.

10. Le secteur monétaire et financier, continue à être soumis à de fortes pressions sous l'effet des tensions budgétaires

Les indicateurs monétaires, relatifs aux neuf premiers mois de 2021, demeurent marqués par le fléchissement de l'activité, d'une part, et les tensions budgétaires d'autre part.

Ainsi les besoins en liquidités bancaires enregistrent une tendance baissière du refinancement de la BCT contrairement aux billets et monnaie en circulation qui continuent à progresser à un rythme dépassant celui du PIB.

Par ailleurs, les créances sur l'Etat augmentent fortement, avec un encours des bons de trésor assimilables atteignant 16.6 Milliards de Dinars au 30 septembre 2021 contre près de 15.7 Milliards une année auparavant ; sachant que l'Etat a mobilisé, en février 2021, un premier prêt syndiqué de 465 Millions de Dollars (l'équivalent de 1260 Millions de Dinars), souscrit par 14 banques tunisiennes pour couvrir une partie des besoins de financement du budget de l'Etat.

Encours (MDT)	Billets	Refinancement	Bons du trésor	Devises	Change €/DT
30 sept. 2020	15 678	10 338	14 245	21 069	3.249
30 sept 2021	17 120	9 695	16 555	20 962	3.303
Evolution	7.2%	5.4 %	19.4 %		1.7 %

Cela dit, d'importantes pressions sont attendues pour les prochains mois. Elles concernent, notamment, les entreprises publiques et privées opérant dans les secteurs du tourisme et des transports, durement touchées par la crise sanitaire, requérant la mise en place de plans de restructuration et de financement, non seulement pour renflouer leur trésorerie fortement obérée par la crise, mais aussi pour se préparer à mieux exploiter les opportunités de l'après crise.

Conclusion

En définitive, l'économie tunisienne vit encore des moments difficiles, malgré quelques signes positifs de redressement. Elle demeure marquée par un rebondissement du chômage et de l'endettement et par les tensions sur le budget de l'Etat.

La situation risque même de s'aggraver si l'investissement, principal moteur de la croissance, ne redémarre pas rapidement et sur des bases solides. Pour cela il est important de mettre en œuvre les réformes politiques susceptibles de rétablir la confiance, au niveau national et à l'échelle mondiale, et de mettre fin ainsi à l'attentisme qui entrave l'anticipation et l'initiative. L'annonce rapide des réformes à mettre en œuvre et d'un calendrier pour leur réalisation serait de nature à stopper les contestations et à favoriser la visibilité et l'anticipation.

L'activation du partenariat public - privé pourrait réinsérer la Tunisie dans le radar des grands investisseurs tunisiens et étrangers et renforcer l'efficacité des réformes engagées en offrant une nouvelle génération d'infrastructures et d'équipements collectifs.

Sur le plan sanitaire, la vigilance est requise pour éviter au pays les effets néfastes d'une 5^e vague du corona virus et ce, notamment, par l'intensification de la vaccination contre le covid : le taux de vaccinés en Tunisie est encore faible malgré les efforts déployés et le renforcement des mesures barrières.

Forum Ibn Khaldoun pour le Développement : 25 novembre 2021

Mots clés : conjoncture économique Tunisie, bulletin conjoncture économique du 3^e semestre 2021 Tunisie ; Forum Ibn Khaldoun